


 <https://www.aefinfo.fr/depeche/710528>

 Erwin Canard

 5 min read

Pacte : les chefs d'établissement ne doivent plus distribuer de briques d'ici la fin de l'année scolaire

"Nous approchons de la fin de l'année, il n'y a donc plus de raison de déclencher de nouvelles dépenses dans le cadre du pacte", indique le MENJ à AEF info, le 10 avril 2024. "Les académies, les unes après les autres, adressent des messages expliquant la fermeture immédiate des crédits [du pacte]", confirme Bruno Bobkiewicz, secrétaire général du SNPDEN-Unsa. Il regrette que cette annonce soit par endroits faite "sans préavis" et s'inquiète de la faculté à tenir les "engagements, surtout sur les stages de vacances". Par ailleurs, le budget consacré au pacte sera augmenté de 98 M€ en 2024-2025.

"Le robinet est fermé nationalement", affirme Bruno Bobkiewicz à AEF info, le 10 avril 2024. Le secrétaire général du SNPDEN-Unsa affirme que "les académies, les unes après les autres, adressent des messages aux chefs d'établissement expliquant la fermeture immédiate des crédits [du pacte]".

Contacté par AEF info, le ministère de l'Éducation nationale confirme : "Nous approchons de la fin de l'année scolaire, il n'y a donc plus de raison de déclencher de nouvelles dépenses dans le cadre du pacte. Par contre, il convient de s'assurer que les 'briques' engagées seront consommées jusqu'à leur terme."



Bruno Bobkiewicz, secrétaire général du SNPDEN

Si les chefs d'établissement "peuvent comprendre que les crédits pacte non consommés soient fermés, le problème est que nous avons pris des engagements [auprès d'enseignants], surtout sur les stages de vacances", explique Bruno Bobkiewicz, qui regrette aussi que, "dans certaines académies, ce soit sans préavis". "Les décisions prises par le ministère continuent à percuter les réalités de terrain : de cela, les personnels de direction souffrent", poursuit le proviseur.

Le Snupden-FSU dénonce une "rupture d'égalité entre académies"

Même son de cloche du côté du ~~Snupden-FSU~~ dont la section académique de Lille, dans un communiqué, proteste contre "la soudaineté de l'annonce, sans qu'aucune alerte n'ait été faite au préalable". Il dénonce également "la rupture d'égalité entre académies puisque certains rectorats ont informé les personnels de direction, leur laissant la possibilité de procéder à des attributions de pactes de dernière minute". En outre, le

syndicat indique que "les établissements scolaires continuent à fonctionner jusqu'en juillet avec des besoins qui ne seront pas couverts faute de moyens (devoirs faits, RCD, projets divers)".

De son côté, un cadre d'un rectorat estime, auprès d'AEF info, que c'est un "non-sujet" : "Le pacte est une mesure de temps long, qui nécessite une contractualisation, et donc un minimum d'anticipation. Donc pour les 'vacances apprenantes' d'avril, on ose imaginer que les pactes nécessaires sont signés. Pour le remplacement de courte durée, on ne va pas signer des pactes à deux mois de la fin des cours. Et si, à la marge, il reste quelques besoins non pourvus, nous avons toujours à disposition des HSE."

S'agissant de la bonne exécution des pactes signés, il fait confiance aux chefs d'établissement : "On ne va pas aller réclamer les heures non faites de RCD. Mais les chefs d'établissement sauront les transformer en heures de soutien ou de préparation aux examens qui approchent pour les élèves qui en auraient besoin", assure-t-il.

98 M€ supplémentaires l'an prochain

Par ailleurs, et alors que le budget du ministère est amputé de près de 700 M€ en 2024 (lire sur AEF info), le MENJ précise que l'enveloppe allouée au pacte sera, l'an prochain, "augmentée de 98 M€ par rapport à cette année, pour encore améliorer le RCD". Selon le ministère, le taux de remplacement des enseignants absents de courte durée est passé de 5 % à 15 % entre l'an dernier et cette année.

Le budget fléché pour le pacte cette année n'est pas connu, faute de bilan fourni par le ministère. Ce bilan, maintes fois repoussé, pourrait être donné bientôt, comme l'indiquait Nicole Belloubet début avril (lire sur AEF info), puisqu'une réunion avec les syndicats à ce sujet se tiendra mardi 16 avril. Le ministère affirme néanmoins que "pour sa première année, le pacte a rencontré un réel succès auprès des enseignants avec près d'un tiers d'adhésions. L'objectif de l'année scolaire 2024-2025 est de progresser sur le nombre des adhésions".

Dans son rapport sur le PLF 2024, le sénateur LR Olivier Paccaud indiquait qu'"avec 628 M€, les crédits prévus pour le pacte en 2024 sont inférieurs à ceux envisagés par le ministère l'année précédente. Dans le PLF 2023, le ministère indiquait que le coût du

pacte en année pleine serait de 900 M€. Cette ambition a donc été rabattue de près d'un tiers, sans doute du fait d'une adhésion des enseignants inférieure à celle anticipée".

Generated with Reader Mode